

Appel à articles « Laïcité scolaire : représentations, pratiques et contextualisations »

Émilie Pontanier

Université de La Réunion, DIRE

Gabriela Valente

UMR EFTS, ENSFEA

FR

24-03-2026

Dans le prolongement de travaux récents (Urbanski et al., 2022 ; Koussens & Blancarte, 2022 ; Lantheaume & Urbanski, 2023 ; Buttier & Husser, 2026), ce numéro thématique d'*Expressions-RIICLAS* entend inscrire l'analyse de la laïcité scolaire, et de ses corollaires que sont la citoyenneté et le bien commun, dans une perspective internationale et comparative attentive aux processus d'imposition, d'appropriation et de socialisation des normes. Il s'intéresse également aux ajustements dont ces normes font l'objet de la part des acteurs de l'éducation, des élèves, des familles et possiblement des partenaires associatifs. Cette approche vise à rendre compréhensible la façon dont la(les) laïcité(s) se norm(ent), se négoci(ent) et se réinvente(nt) dans les différents secteurs d'enseignement en France et à l'étranger. Nous accordons une attention particulière aux articles portant sur les territoires dits d'Outre-mer (Lemercier *et al.*, 2014), ainsi qu'au réseau de l'enseignement français à l'étranger inscrit dans d'autres contextes juridiques, culturels et religieux (par exemple l'AEFE ou la Mission laïque française).

Souvent la laïcité scolaire est appréhendée au travers de la visibilité religieuse et des controverses qu'elle suscite dans son contexte national. Au Québec, par exemple, le débat porte sur les accommodements raisonnables, tandis qu'en France il se cristallise autour des signes dits « ostensibles » (Calvès, 2022). Toutefois, les modalités concrètes de mise en œuvre ne sauraient être réduites à ces seules focalisations réductrices et simplificatrices. En effet, ici ou ailleurs, les controverses à propos de la laïcité à l'École excèdent les coups d'éclat politico-médiatiques (Frégosi, 2008 ; Arêas, 2013) et elles engagent des dynamiques plus larges de régulation des conduites, de définition du légitime et de mise en ordre des expressions jugées compatibles (ou incompatibles) avec l'institution scolaire, quel que soit son secteur d'enseignement (privé, public) ou les ministères de rattachement (Agriculture ou Éducation nationale) et les contextes nationaux considérés.

Une telle orientation ouvre la voie à une analyse de la laïcité en acte (sécularisation, séparation entre État et religions, neutralité, égalité et liberté de conscience) pour en saisir, selon le contexte singulier, les mises en œuvre, les ressources et les logiques qui les accompagnent en matière de visibilité religieuse et de justice sociale (Pelletier & Fageol, 2020 ; Pontanier, 2023 ; Pontanier *et al.*, 2024). Saisir la laïcité comme un régime normatif permet de l'envisager comme un ensemble de normes ou de micro-

normes situées (arrangements de classe, compromis de direction, tactiques professionnelles, effets territoriaux) susceptibles à la fois d'en permettre l'application et d'en infléchir le sens.

L'intérêt d'une démarche contrastive à l'échelle internationale (Milot, 2008 ; Baubérot, 2016 ; Portier, 2018 ; Valente, 2022) comme nationale (Orange, 2021 ; Zuber, 2023) est de mieux comprendre les différentes modalités de mise en œuvre de la laïcité scolaire. Comment les systèmes éducatifs « cadrent » la question religieuse, la conception de l'égalité et de la citoyenneté (Bozec, 2018 ; Boissonneault, 2020 ; Husser & Pontanier, 2025) ? En effet, en fonction des contextes historiques et des arrangements institutionnels, ces cadrages produisent des effets différenciés dans les espaces scolaires et orientent les pratiques professionnelles comme les expériences des acteurs. Ainsi, les relations entre École, État et religions pourront faire l'objet d'analyses portant sur des configurations institutionnelles singulières, mettant en lumière des modes de régulation du fait religieux et des formes de construction du commun dans des contextes éducatifs situés.

Les articles ont vocation à s'inscrire dans l'un des trois axes suivants :

Axe 1. Modalités et processus de transmission et d'appropriation de la laïcité scolaire en contexte

Cet axe invite à analyser la manière dont la laïcité est comprise, interprétée et mobilisée par les différents acteurs et actrices du monde éducatif : enseignants, personnels d'encadrement, formateurs, responsables d'établissements publics et privés sous contrat. Comment interprètent-ils leur mission de transmettre les valeurs de la République ? Comment s'approprient-ils des prescriptions institutionnelles concernant la laïcité ? Quelles sont les formes d'adhésion, de résistance ou de contournement observables ? Si transmettre les valeurs de la République est une compétence du personnel éducatif, quels sont les effets dans leur socialisation professionnelle ? Comment enseigner des valeurs sans verser dans l'endoctrinement ? Comment évaluer l'adhésion ? Comment éviter que la morale républicaine ne cible implicitement certains publics socialement ou ethniquement situés ? Comment les trajectoires sociales, culturelles ou religieuses influencent les conceptions de la laïcité de ces professionnels ? À partir de quelles ressources et sous quelles contraintes, les acteurs font-ils valoir leur compréhension de la laïcité ?

Axe 2. Production de normes et socialisation : ressources, dispositifs et formations à, par, pour la laïcité

Cet axe articule la question de la fabrique des normes relatives à la laïcité et celle de leurs effets socialisateurs au sein des différents secteurs d'enseignement. Il s'intéresse à la production, à la circulation et à la réception des ressources pédagogiques (outils institutionnels, chartes, circulaires, référentiels, guides), ainsi qu'aux dispositifs de formation et d'accompagnement des équipes éducatives

confrontées à des situations dites « sensibles ». Une attention particulière sera portée aux déclinaisons de ces cadres normatifs : adaptations, mises en œuvre dans les établissements publics, privés sous contrat au regard de leur « caractère propre », spécificités de l'enseignement agricole ou d'autres secteurs, et modalités de formation des enseignants à la laïcité dans ces contextes. Parallèlement, cet axe examine la laïcité comme dispositif normatif et pédagogique, susceptible de façonner des manières d'être, d'agir et de penser au sein de l'institution scolaire (Darmon, 2016). La « pédagogie de la laïcité » promeut-elle une posture citoyenne spécifique, un certain rapport à l'altérité et à l'expression des convictions ? Induit-elle des formes d'autorégulation ? Comment les élèves, les familles et les professionnels vivent-ils ces attentes, notamment lorsque les prescriptions institutionnelles entrent en tension avec d'autres socialisations ? Peut-on (re)penser la laïcité à partir des acteurs, y compris religieux, qui contribuent à la faire vivre dans certains contextes ? En articulant production normative et processus de socialisation, cet axe entend mettre au jour les tensions, les asymétries et les inégalités d'interprétation qui traversent les situations éducatives et interrogent les conditions du « vivre-ensemble » à l'école.

Axe 3. Circulation des pratiques et des normes : contextualisations historiques, sociales et culturelles de la laïcité scolaire

Cet axe s'inscrit dans l'étude de la diversité des terrains éducatifs et des configurations institutionnelles. Il analyse la laïcité scolaire dans ses ancrages historiques et sociopolitiques, en tenant compte des héritages coloniaux et postcoloniaux, notamment dans les territoires ultramarins. Il interroge également les articulations entre laïcité, diversité linguistique et cultures locales, ainsi que les tensions entre uniformisation normative et pratiques éducatives contextualisées. Enfin, il examine les spécificités des relations entre État et enseignement selon les contextes, afin de comprendre comment les normes et pratiques liées à la laïcité circulent, s'adaptent et se reconfigurent. Quelles sont les modalités de ces transferts et de ces accommodements ? Quels facteurs socio-historiques marquent la construction de prescriptions en lien avec la laïcité ? Quels(les) sont les acteurs(trices) qui influencent la trajectoire des lois/circulaires/normes relevant de la laïcité ?

Les travaux pourront mobiliser des approches sociohistoriques, sociologiques, linguistiques, anthropologiques, didactiques ou juridiques afin d'éclairer les logiques différenciées de mise en œuvre de la laïcité dans le service public d'éducation. Des approches comparatistes seront particulièrement les bienvenues.

Perspectives attendues

Fidèle à la ligne éditoriale d'*Expressions-RIICLAS*, ce numéro vise :

- À croiser les disciplines et les méthodologies ;
- À valoriser des recherches empiriques ;
- À articuler recherche, formation et pratique professionnelle.

Les contributions portant sur des contextes ultramarins ainsi que sur d'autres

espaces francophones où le français est langue de scolarisation ou langue enseignée, sont particulièrement bienvenues.

Consignes aux auteurs

Article : 30 000 et 40 000 caractères (espaces non compris)

Pour en savoir davantage : <https://www.expressions-riiclas.com/76>

Calendrier

- **1^{er} juillet 2026** : Date limite d'envoi des **propositions de résumé** aux adresses suivantes : emilie.pontanier@univ-reunion.fr ; gabriela.valente@ensfea.fr
- **15 août 2026** : Notification aux auteurs après expertise des propositions
- **30 septembre 2026** : Date limite d'envoi de la première version de l'article (V1)
- **15 novembre 2026** : Retour des expertises aux auteurs
- **15 janvier 2027** : Envoi de la version finale de l'article

Baubérot, J. (2016). *Les sept laïcités françaises*. FMSH.

Bergeron, H., & Castel, P. (2015). Normalité, normalisation et normation. *Journal du Droit de la Santé et de l'Assurance-Maladie (JDSAM)*, 12(4), 7–16. <https://doi.org/10.3917/jdsam.154.0008>

Boissonneault, A. (2020, 10 janvier). Québec prêt à abolir le cours d'Éthique et culture religieuse. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1466090/gouvernement-legault-programme-ethique-culture-religieuse-abolition>

Bozec, G. (2018). La formation du citoyen à l'école : individualisation et dépolitisation de la citoyenneté. *Lien social et Politiques*, (80), 69–88. <https://doi.org/10.7202/1044110ar>

Buttier, J.-C., & Husser, A.-C. (2026). Édito – Les configurations scolaires du religieux en contextes de sécularisation. *Recherches en éducation*, (61). <https://doi.org/10.4000/15i1f>

Calvès, G. (2022). *La laïcité*. La Découverte.

Darmon, M. (2016). *La socialisation*. Armand Colin.

Hirsch, S., Husser, A.-C., Durisch Gauthier, N., & Wolfs, J.-L. (2025). Introduction : La diversité religieuse et convictionnelle aux prismes de l'éducation à la citoyenneté. *Éthique en éducation et en formation*, (18), 5–11.

Husser, A.-C., & Pontanier, É. (2025). Que faire des appartenances religieuses ? Une déclinaison réunionnaise du modèle français d'éducation à la citoyenneté. *Éthique en éducation et en formation*, (18), 129–153. <https://doi.org/10.7202/1121544ar>

Koussens, D., & Blancarte, R. (2022). Introduction : Une autre sociologie de la laïcité. *Sociologie et sociétés*, 54(1), 5–12. <https://doi.org/10.7202/1109531ar>

Lantheaume, F., & Urbanski, S. (Dir.). (2023). *Laïcité, discriminations, racisme. Les professionnels de l'éducation à l'épreuve*. Presses universitaires de Lyon.

Lelièvre, C., & Nique, C. (1993). *La République n'éduquera plus : La fin du mythe Ferry*. Plon.

Lemercier, É., Muni Toke, V., & Palomares, É. (2014). Les Outre-mer français : Regards ethnographiques sur une catégorie politique. *Terrains & travaux*, 24(1), 5–38. <https://doi.org/10.3917/tt.024.0005>

Milot, M. (2008). *La laïcité : 25 questions*. Novalis.

Orange, V. (2021). L'illusion du caractère exceptionnel de la laïcité française. *Revue internationale des francophonies*, (9). <https://publications-prairial.fr/rif/index.php?id=1300>

Pelletier, L., & Fageol, P.-É. (2020). Laïcité et éducation à la diversité en contexte réunionnais. *Recherches et éducations*, (21). <https://doi.org/10.4000/rechercheseducations.8206>

Pontanier, É. (2023). À La Réunion : la laïcité à l'épreuve de la créolisation. *Éducation et Sociétés*, (49), 185–200.

Pontanier, É., Charpentier, P., & Stoica, G. (2024). Quelle mise en œuvre de la laïcité scolaire, pour quels « accommodements raisonnables » en matière de neutralité à Mayotte ? *Zeitschrift für Religionskunde | Revue de didactique des sciences des religions*, (12), 40–57.

Pontanier, É., & Husser, A.-C. (2022). La laïcité scolaire vue de La Réunion : une créolisation de la loi de 2004 ? Dans J. Dumonteuil (Dir.), *De la diversité à l'École : parcours, représentations, enjeux* (p. 77-89). Revue *TrOPICS*. Presses Universitaires Indianocéaniques. <https://tropics.univ-reunion.fr/2034>

Portier, P. (2018). Situation de la laïcité française. *Les Cahiers de la Justice*, 3(3), 399–413.

Urbanski, S., Valente, G., & Boisson, D. (2022). Introduction. École, religions, laïcité : Approches comparatives et interdisciplinaires. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, (21), 7–22.

Valente, G. (2022). Le fonctionnement des établissements scolaires et le mythe de la tolérance religieuse au Brésil : une approche ethnographique comparée. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, (21), 131–152. <https://doi.org/10.4000/cres.6004>

Zuber, V. (2023). *La laïcité en débat : Au-delà des idées reçues* (3^e éd.). Le Cavalier Bleu. <https://doi.org/10.3917/lcb.zuber.2023.01>